



**HAL**  
open science

## Le “ phénomène Bolsonaro ” au Brésil

Matthieu Trouvé

► **To cite this version:**

Matthieu Trouvé. Le “ phénomène Bolsonaro ” au Brésil. L'OURS. Office universitaire de recherche socialiste, 2021, Ce que les “ droites nationalistes ” au pouvoir font aux sociétés, 96-97, pp.103-111. <halshs-03577006>

**HAL Id: halshs-03577006**

**<https://shs.hal.science/halshs-03577006v1>**

Submitted on 21 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# Le « phénomène Bolsonaro » au Brésil

Matthieu Trouvé

Maître de conférences en histoire contemporaine – Sciences Po Bordeaux

Le 20 septembre 2021, le journal *Le Monde* s'interrogeait à propos du président Jair Bolsonaro : « putschiste du dimanche ou menace contre la démocratie brésilienne ? ». Soutenu par les militaires ultranationalistes, les milieux économiques ultralibéraux et les ultraconservateurs évangéliques, Bolsonaro est devenu le 38<sup>e</sup> président d'une nation de plus de 210 millions d'habitants, cinquième plus grand pays au monde par la superficie et huitième économie mondiale. Deux ans et demi après son arrivée au pouvoir, il est poursuivi par une ONG pour « crime contre l'humanité » devant la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye en raison de son rôle dans la déforestation en Amazonie et de ses conséquences pour la santé humaine et le changement climatique. Cette action vient s'ajouter à la plainte pour « crime contre l'humanité » déposée devant la CPI par des membres du personnel de santé contre le président brésilien pour sa gestion calamiteuse de la pandémie de Covid-19, et à une autre plainte déposée par le cacique Raoni accusant Jair Bolsonaro de persécuter les peuples autochtones en portant atteinte à leur habitat et droits fondamentaux. Le président d'extrême-droite est aussi visé par la justice de son pays pour diffusion de fausses informations à propos du système d'urnes électroniques, pour ingérence dans une enquête judiciaire, et pour avoir présumément fermé les yeux sur des détournements de fonds publics dans l'achat de vaccins. Le 7 septembre, jour de la fête nationale, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues à l'appel du président pour soutenir celui-ci et dénoncer les abus de la Cour Suprême. Et Bolsonaro d'évoquer un « *très probable et nécessaire contre-coup d'État* », faisant planer une sérieuse menace sur les institutions démocratiques et la tenue des élections présidentielles de 2022. À l'issue de six mois d'investigation, une commission parlementaire d'enquête (CPI) composée de onze sénateurs a remis le 26 octobre un rapport à la justice recommandant la mise en examen pour « crime contre l'humanité » de Jair Bolsonaro, accusé notamment d'avoir « délibérément exposé » les Brésiliens à une « contamination de masse », ainsi que l'inculpation de plusieurs ministres ou anciens ministres et des trois fils aînés du président. La politique menée depuis janvier 2019 marque une rupture sans précédent dans l'histoire nationale ; la gestion de la crise de la Covid-19 et les récents événements ont plongé le pays dans le chaos. Élu dans un contexte de crise politique, économique et sociale, profitant d'une « vague populiste mondiale »<sup>1</sup>, Bolsonaro n'est-il pas, tout simplement, un président dangereux ?

## De quoi Bolsonaro est-il le nom ? À l'origine du « bolsonarisme »

Rappeler les origines et le parcours de l'actuel chef d'État brésilien permet de mieux cerner le « bolsonarisme » et la politique menée au Brésil depuis janvier 2019. Capitaine d'artillerie de l'Armée de Terre, officier parachutiste, Jair Bolsonaro est un homme politique profondément marqué par son expérience militaire. Issu d'une famille d'immigrés italiens de la classe moyenne aisée de la région de

---

<sup>1</sup> Voir *Le Monde*, 31 juillet, 5 août, 11 et 20 septembre 2021 ; *Libération*, 27 octobre 2021 ; *Le Figaro*, 29 octobre 2018 ; *Le Parisien*, 27 octobre 2018.

São Paulo (son père était dentiste, sa mère femme au foyer), il entre à l'École préparatoire des cadets à l'âge de 17 ans, puis est admis à l'*Academia militar das Agulhas Negras*, formant les officiers supérieurs de l'Armée de Terre. Militant en faveur de l'augmentation des soldes des jeunes officiers, il est exclu de l'armée pour des faits de sabotage en 1988, mais finalement acquitté peu de temps après par le Tribunal Suprême militaire. Il devient alors capitaine de réserve et s'engage en politique dès le milieu des années 1980. Appuyé par la jeunesse militaire de Rio de Janeiro et les milieux de l'ultra-droite militaire, il est élu successivement conseiller municipal de Rio de Janeiro puis député fédéral pour le compte du Parti Démocrate Chrétien (PDC). Alors que le Brésil retrouve le chemin progressivement de la démocratie depuis 1985, il s'illustre en prônant la limitation de la justice transitionnelle et intervient régulièrement à l'Assemblée sur les questions militaires et judiciaires. Socialisé dans les unités de parachutistes de la *Vila Militar* de Rio de Janeiro – un des plus grands complexes militaires d'Amérique du Sud –, très lié aux réseaux de l'extrême-droite, changeant plusieurs fois de parti politique, il est constamment réélu député fédéral, et fait figure de représentant de l'armée au Parlement de Brasilia, où il est assez isolé. Connu pour ses opinions ultra conservatrices, pourfendeur de la Commission Nationale de la Vérité (CNV) instituée pour enquêter sur les crimes commis du temps de la dictature militaire (1964-1985), il se distingue dans l'opposition au gouvernement PT de Dilma Rousseff. Le jour de la destitution de celle-ci le 17 avril 2016, il justifie sa décision au nom de la famille, « contre le communisme, pour notre liberté » et dédie son vote au colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, ancien chef du DOI-CODI, organe responsable de la répression et de la torture pendant la dictature. Ce choix n'est pas anodin ; en faisant l'apologie de la violence et des méthodes de la dictature passée, il rompt avec le discours « *Tortura nunca mais* » et alimente l'imaginaire d'une guerre perpétuelle contre la « subversion ». Bolsonaro réhabilite par la même occasion le coup d'État de mars 1964.

Multipliant les propos racistes, homophobes, misogynes et sexistes, champion de la transgression, Jair Bolsonaro use et abuse des formules provocatrices dans les médias et sur les réseaux sociaux, dans un style qui rappelle tout aussi bien celui de Victor Orban que celui de Donald Trump<sup>2</sup>. Grièvement blessé à l'arme blanche pendant la campagne électorale, il est élu avec 55,2 % des voix aux élections présidentielles d'octobre 2018 sous l'étiquette du Parti Social Libéral (PSL), une formation politique à la fois conservatrice sur le plan social et néo-libérale sur le plan économique. Il a comme colistier Hamilton Mourão, général de réserve et leader de l'extrême droite militaire. Le programme officiel du candidat Bolsonaro<sup>3</sup> met en avant la famille, la défense sacrée de la vie, les libertés, les questions de sécurité, la préservation de l'ordre public, le contrôle des dépenses publiques, la lutte contre la corruption, la violence et la criminalité. Résumé par la formule de « *Brasil acima de tudo. Deus acima de todos* », le slogan de campagne évoque le nationalisme et l'influence religieuse. C'est que Bolsonaro est aussi le représentant des lobbys des « trois B » : bible, bœufs et balles, pour désigner respectivement les secteurs évangéliques, les grands propriétaires terriens et les partisans du port d'armes, de plus en plus influents au Brésil. S'il s'appuie sur des réseaux politiques de l'extrême-droite, Jair Bolsonaro a réussi à séduire un électorat plus large. Catholique, il est également parvenu à obtenir le soutien des évangéliques (près de 30 % de la population) et a même reçu en septembre 2019 la bénédiction d'Edir Macedo, fondateur de l'Église universelle du

---

<sup>2</sup> Juremir Machado Da Silva, « Le bolsonarisme, idéologie de l'acomunication », *Hermès, La Revue*, n°87, 2020, p. 293-299.

<sup>3</sup> « *Brasil acima de tudo, Deus acima de todos. O caminho da prosperidade. Proposta de plano de governo. Constitucional, eficiente, fraterno* » (« Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous. Le chemin de la prospérité. Proposition pour plan de gouvernement. Constitutionnel, efficace et fraternel »).

royaume de Dieu (IURD), un mouvement charismatique évangélique très influent au Brésil<sup>4</sup>. Les milieux d'affaires et les secteurs agro-industriels – qui représentent un quart du PIB brésilien et 40 % des exportations – se sont aussi ralliés à lui, tout comme une partie des classes moyennes aisées et des jeunes entre 16 et 34 ans.

De nombreux chercheurs et politologues ont tenté de caractériser le « phénomène Bolsonaro », en lui attribuant une définition plus ou moins précise et en l'inscrivant dans une filiation politique. Tour à tour qualifié de populiste, néo-populiste, populiste d'extrême-droite, néo-fasciste, néo-libéral, illibéral, ruraliste favorable à l'agrobusiness, surnommé le « Trump tropical », le « Duterte brésilien », ou encore « capitaine tronçonneuse » en référence à l'exploitation de la forêt amazonienne, Jair Bolsonaro est d'abord et avant tout un ancien militaire nostalgique de la dictature, un homme politique issu de l'extrême-droite brésilienne, influencée en partie par les écrits d'Olavo de Carvalho, un essayiste traditionaliste, ultra réactionnaire et adepte des *fake news* et théories du complot. En même temps, le « bolsonarisme » a profité de la conjonction de plusieurs facteurs, comme l'exaspération des Brésiliens face à la corruption d'une partie de leurs dirigeants politiques, le rejet et l'effondrement du PT de Lula et Dilma Rousseff mais aussi de la droite traditionnelle et démocratique, et le mécontentement de la population sur les questions de sécurité et d'inégalités sociales depuis la crise de 2014. Se posant en homme providentiel, Jair Bolsonaro est considéré comme le sauveur par ses partisans galvanisés, qui scandent « *mito* » (« mythe ») à son passage. Le fait de n'avoir jamais eu de fonctions gouvernementales confère un certain poids à son discours « déagiste » et lui permet de se poser en homme neuf et « anti-système ». Phénomène politique complexe né au sein de l'extrême-droite brésilienne, le « bolsonarisme » peut ainsi être vu comme une forme de populisme autoritaire, syncrétique ou « attrape-tout », à la fois opportuniste et pragmatique, ayant quatre principaux piliers : l'armée, les réseaux de l'extrême-droite, l'extrémisme religieux évangélique et la sphère de l'agro-négoce<sup>5</sup>. Au-delà du choix qualifiant le « phénomène Bolsonaro », ce dernier se mesure surtout en fonction de ses effets sur la société et la politique brésiliennes.

## **Un président dangereux ? Ce que Bolsonaro fait au Brésil et aux Brésiliens**

Le gouvernement formé par Jair Bolsonaro est à l'image du président. Des conservateurs, ultralibéraux, climatosceptiques, évangéliques et proches du secteur de l'agro-business sont nommés à des postes clés, comme Paulo Guedes à l'Économie, le juge Sergio Moro, à l'origine de l'opération *Lava Jato*, à la Justice, Ernesto Araújo aux Relations extérieures, Ricardo Vélez – puis Abraham Weintraub – à l'Éducation, Tereza Cristina à l'Agriculture. L'armée est très représentée avec, outre le vice-président Hamilton Mourão, la présence de militaires en charge de la Défense, de la Maison civile, des Mines et de l'Énergie, tandis que plus de 220 généraux occupent des postes clefs dans la nouvelle administration.

Sous l'impulsion de Paulo Guedes, le gouvernement met en œuvre une politique économique ultralibérale, caractérisée par une forte réduction des dépenses publiques, la dérégulation des marchés, la mise en place d'un système de retraite par capitalisation, le contrôle du salaire minimum.

---

<sup>4</sup> Cf. Monique de Saint-Martin, « Extrémisme politique et extrémisme religieux évangélique au Brésil », *Raison présente*, n°122, 2019, p. 23-32.

<sup>5</sup> Raphaël Gutmann, « Le Brésil sous Bolsonaro. Un pays au paroxysme de ses traumatismes », *Études*, novembre 2019, p 7-17.

Le pouvoir en place favorise systématiquement le développement des industries agro-alimentaires et minières, au détriment des autochtones et paysans sans terre. Depuis 2019, le gouvernement a levé l'interdiction de planter de la canne à sucre en Amazonie et dans le Pantanal et autorisé l'utilisation de plus de 200 pesticides, dont certains contenant du glyphosate. Il cherche également à affaiblir le code forestier et soutient les ruralistes, à l'origine du « jour de l'incendie » (« *dia do fogo* ») le 10 août 2019, au cours duquel des terres sont collectivement brûlées, déboisées et occupées dans la région du Pará. Dans l'ensemble, le bilan environnemental de la politique menée par Bolsonaro est désastreux. En charge de l'Environnement, le ministre ruraliste Ricardo Salles orchestre une véritable politique de destruction de la forêt amazonienne. Le taux de déboisement de l'Amazonie a augmenté de 29,5 % entre août 2018 et juillet 2019, soit le taux le plus élevé depuis 10 ans. Au cours de l'année 2020, la déforestation au Brésil a atteint une surface de plus de 11 millions de kilomètres carrés. En outre, le gouvernement nie l'existence des changements climatiques, une « invention de la gauche » selon le ministre Ernesto Araújo, et multiplie les provocations. Pendant le sommet de la COP 25 à Madrid, le chef d'État brésilien autorisait la régularisation des terres brûlées jusqu'en 2018 et amnistiait ainsi les défricheurs illégaux.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, le Brésil a rompu non seulement rompu avec ses engagements internationaux en matière de protection de l'environnement, mais aussi avec les valeurs universelles des droits de l'Homme, le respect des minorités amérindiennes et de genre. La politique menée à l'égard des indigènes, mise en place par la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI) désormais sous la tutelle du ministère de la Femme, de la Famille et des Droits de l'Homme, et gérée par les secteurs évangéliques, s'efforce de démanteler les droits des Indiens sur leurs terres, provoquant ainsi la colère des peuples autochtones, qui se mobilisent à Brasilia pour défendre leurs droits et contester les mesures gouvernementales. Dès janvier 2020, le chef Raoni avait dénoncé la politique de « génocide, ethnocide et écocide » du président. Quant à la titulaire du ministère de la Femme, de la Famille et des Droits de l'Homme, Damares Alves, une femme pasteur évangélique, elle défend le droit à la vie et s'illustre par des positions rétrogrades et conservatrices en matière de mœurs et de droits des femmes.

Dans le domaine de la politique étrangère, le Brésil s'est aligné aveuglement sur les positions de Donald Trump et a totalement rompu avec sa diplomatie traditionnelle faite de respect du multilatéralisme et de médiation entre pays d'Amérique latine, et entre Nord et Sud<sup>6</sup>. Le président Bolsonaro s'est rendu en Israël en mars 2019 et a annoncé son intention de transférer l'ambassade du Brésil de Tel-Aviv vers Jérusalem. Avec d'autres dirigeants populistes, il a notamment resserré les liens entre son pays et la Hongrie de Victor Orban, et a rencontré le leader italien Matteo Salvini en novembre 2021 lors d'un déplacement dans le cadre du G20. Brasilia délaisse totalement des organisations comme l'UNASUL ou la CELAC, mais a participé à la conclusion de l'accord entre le MERCOSUR et l'UE en juin 2019. Après la défaite de Donald Trump aux États-Unis, Bolsonaro a perdu un allié de poids. L'image internationale du pays s'est considérablement détériorée. Pour ne pas paraître isolé, le Brésil mise sur ses liens avec la Russie, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud, dans le cadre de la diplomatie des « BRICS ». La Chine, grand marché pour l'agrobusiness brésilien, est désormais le premier partenaire commercial de Brasilia.

L'université publique et le monde de la culture sont une cible prioritaire du gouvernement Bolsonaro. Depuis leur entrée en fonction, les ministres de l'Éducation s'attachent à démanteler le système public d'enseignement et affaiblir les universités fédérales dont le budget a enregistré une baisse de 30 % en deux ans. Les partisans de Bolsonaro partent en croisade contre le globalisme, « l'idéologie

---

<sup>6</sup> Paulo Roberto de Almeida, *Miséria da diplomacia : a destruição da inteligência no Itamaraty*, Boa Vista, Editora da UFRR, Coleção Comunicação e Políticas Públicas, 2019.

de genre » et un soi-disant « marxisme culturel ». Universitaires et chercheurs sont constamment maintenus sous pression par des formes de censure directe ou indirecte, des intimidations contre des individus ou des institutions, et des coupes budgétaires drastiques. En janvier 2020, cinq chercheurs de la Fundação Casa de Rui Barbosa ont été relevés de leurs fonctions sous prétexte de « réorganisation administrative », dont le directeur, remplacé par une ancienne animatrice et scénariste pour les chaînes de télévision Globo et Record, proche des milieux évangéliques. Le ministère de la Culture, quant à lui, a été supprimé et transformé en un « secrétariat spécial » rattaché au ministère du Tourisme. Doté d'un budget d'à peine 0,6 %, il a notamment été confié à Roberto Alvim, contraint à la démission en janvier 2020 pour avoir plagié dans une vidéo un discours de Joseph Goebbels avec en fond sonore l'ouverture de l'opéra *Lohengrin* de Wagner<sup>7</sup>. Pour de nombreux intellectuels et artistes brésiliens, ce discours est une nouvelle illustration de la « guerre culturelle » à laquelle se livre le gouvernement d'extrême-droite contre le monde de la culture. La nouvelle responsable du secrétariat à la Culture, l'actrice Regina Duarte, n'est restée en poste que pendant trois mois avant d'être remplacée par un acteur de *telenovelas*.

Totalement chaotique, la gestion de la crise de la Covid-19 par le chef d'État brésilien reflète son regard sur la société et l'économie. Le président d'extrême-droite a multiplié les incohérences, tergiversations et controverses sur le sujet. Tout comme Donald Trump, Jair Bolsonaro a commencé par minimiser la pandémie, qualifiant le virus de « petite grippe » et fustigeant les « pleurnichards » et « poules mouillées ». Faisant du maintien des activités économiques une priorité par rapport aux questions sanitaires, il s'est opposé aux mesures de confinement, au port du masque et même à la vaccination, se heurtant aux avis des experts et médecins, alors même que plusieurs gouverneurs et maires de grandes villes imposaient au niveau local des restrictions<sup>8</sup>. Dénonçant l'excès de ces mesures, le président Bolsonaro, lui-même touché par le virus en juillet 2020, a prôné l'utilisation de l'hydroxychloroquine pour soigner la maladie. Interrogé par la presse en avril sur la croissance exponentielle du nombre de morts par jour dus à la Covid-19, il déclarait être désolé et ne pas pouvoir faire de miracle<sup>9</sup>, rejoignant le discours des secteurs évangéliques pour qui la pandémie est perçue comme une fatalité. Le Brésil est ainsi devenu le deuxième pays le plus touché au monde par la pandémie, avec près de 22 millions de personnes contaminées et plus de 610 000 morts en novembre 2021. La politique de Jair Bolsonaro est en grande partie responsable de ce bilan catastrophique. En trois ans, le président a changé quatre fois de ministre de la Santé. S'il a désormais admis la nécessité d'une politique de vaccination et d'un « confinement vertical », qui consiste à isoler les groupes à risque comme les personnes âgées, il continue d'avoir un discours négationniste à propos de la gravité de l'épidémie, s'oppose au passe sanitaire et refuse d'être lui-même vacciné, s'estimant suffisamment immunisé. En octobre 2021, seule la moitié des Brésiliens a reçu deux doses de vaccin. On l'a dit, le président d'extrême-droite est poursuivi pour « crime contre l'humanité » en raison de sa gestion de la crise sanitaire, mais la procédure a peu de chances d'aboutir.

---

<sup>7</sup> Roberto Alvim a notamment déclaré : « l'art brésilien de la prochaine décennie sera héroïque et national (...) ou ne sera pas », plagiant un discours de Goebbels de 1933.

<sup>8</sup> Florian Vidal, « L'Amérique latine à l'épreuve du COVID-19 », *Politique étrangère*, n°4, hiver 2020, p. 135-144.

<sup>9</sup> Cf. <https://g1.globo.com/politica/noticia/2020/04/28/e-dai-lamento-quer-que-eu-faca-o-que-diz-bolsonaro-sobre-mortes-por-coronavirus-no-brasil.ghtml> ; <https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/agencia-estado/2020/11/10/tem-que-deixar-de-ser-um-pais-de-maricas-diz-bolsonaro-sobre-covid-19.htm>

Menace pour la démocratie brésilienne, le président Bolsonaro exerce le pouvoir de façon autoritaire et n'a pas hésité pas à brandir l'hypothèse d'un coup d'État et d'une rupture de la légalité. La politique menée depuis son arrivée au pouvoir obéit à une véritable « stratégie du chaos »<sup>10</sup> et le Brésil a subi une régression politique, sociale et écologique sans commune mesure depuis le retour de la démocratie. La nécessité de devoir composer au Parlement avec d'autres partis – Jair Bolsonaro ne disposant pas ici de base politique solide<sup>11</sup> –, les divisions à l'intérieur même du gouvernement – certains ministres en désaccord avec le président ont démissionné à l'instar de Sergio Moro –, la présence de contre-pouvoirs forts et organisés, la mobilisation de la société civile sont des facteurs qui ont contribué à limiter l'impact du « phénomène Bolsonaro ». Mais le pays est aujourd'hui extrêmement polarisé et divisé. La bataille est féroce au niveau politique, parlementaire et institutionnel – un bras de fer oppose le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire depuis que le président a demandé la destitution de deux juges de la Cour Suprême qui ont autorisé l'ouverture d'une enquête pour corruption concernant deux de ses fils –, et elle a également gagné la place publique. Tandis que des dizaines de milliers de Brésiliens défilent dans les rues des grandes villes depuis juillet 2021 pour demander la destitution du président, Jair Bolsonaro mobilise ses troupes et réseaux à travers le pays. Même s'il a vu sa cote de popularité fondre au cours de l'année 2021 et s'il est affaibli, le président peut encore compter sur le soutien de partisans fanatisés et bien encadrés. Donné perdant dans les intentions de vote à la présidentielle de 2022, il semble anticiper une possible défaite et se préparer à refuser le verdict des urnes dans une attitude qui rappelle celle de Donald Trump en janvier 2021.

---

<sup>10</sup> Frédéric Vandenberghe, Jaime Marques Pereira, « Le Brésil de Bolsonaro ou la stratégie du chaos », *La Revue Nouvelle*, n°3, 2021, p. 16-21.

<sup>11</sup> Sylvain Souchaud, Entretien avec Rafael Soares Gonçalves, « Jair Bolsonaro à l'épreuve du pouvoir », *Problèmes d'Amérique latine*, n°114, 2019, p. 123-132 ; Frédéric Vandenberghe, « Sociologie de la conjoncture, de la structure et de la démocratie au Brésil », *Problèmes d'Amérique latine*, n°115, 2019, p. 129-144. Le Parlement brésilien a notamment bloqué les projets de loi voulus par le président sur la libéralisation du port d'armes et les restrictions à la liberté de la presse.